

## L'URGENCE EST SURTOUT DE REPENSER LA CROISSANCE...

*En réponse au texte de Jean Marie Albertini du 24 janvier 2010 "L'urgence n'est pas écologique"*

Jean Marie Albertini nous fait le plaisir de développer en sept pages assez denses une critique des thèses économiques de la pensée écologiste. Le soin qu'il met à présenter les écologistes comme de doux rêveurs décroissants, malthusiens tout autant qu'infantiles dans leurs raisonnements, et ce à quelques semaines des élections régionales, ne peut laisser indifférent. Les écologistes seraient-ils alors tous nuls en économie, ou notre ami Jean Marie a-t-il lui aussi atteint le niveau de clairvoyance de Malthus ? Confond-il alors *défense de l'environnement* et *écologie politique* ? Petite analyse d'un texte polémique, qui en manque peut-être un peu, d'analyse...

### **En introduction, des écologistes décroissants et malthusiens... ?**

Les tenants de la décroissance ne se trouvent pas spécialement au sein du mouvement Europe Ecologie, famille politique écologiste française qui fédère les Verts et tous ceux qui se reconnaissent dans l'écologie politique. On trouve des décroissants plutôt du côté de l'extrême gauche (NPA, Lutte Ouvrière) et de penseurs comme le lyonnais Paul Ariès et d'autres ; ceux-ci vouent justement Europe Ecologie à la géhenne, en taxant ses animateurs de suppôts du "green business"... Yves Cochet, que Jean Marie cite à travers ses sombres perspectives démographiques, est sans doute l'un des écologistes les plus sceptiques quant aux bienfaits de la croissance, mais il n'en est pas pour autant un décroissant. Les propositions écologistes visent à ré-orienter la croissance, pas à la supprimer ; nous le détaillerons plus avant. *Quand on veut tuer son chien...*

### **Les écologistes oublient comment se crée l'emploi... ?**

Jean Marie met en avant, depuis très longtemps, la même thèse pour expliquer la création d'emploi : la théorie du déversement. Alfred Sauvy n'est certes pas Malthus, mais cette thèse n'est pas la seule explicative des mécanismes de création d'emploi. Jean Marie n'est pas non plus Pascal Canfin, député européen Europe Ecologie ; Europe Ecologie développe, grâce notamment à ses travaux, une thèse alternative que n'analyse pas Jean Marie : *la reconversion écologique de l'économie*. La reconversion progressive et massive des activités productives et de service, basée sur la régulation écologique, doit permettre de dégager des gisements importants d'emploi dans les énergies renouvelables, le bâtiment et l'isolation, le transport, l'agriculture, l'entretien, la maintenance, la réparation, le recyclage, le commerce de proximité, la recherche et l'innovation ou la protection des éco-systèmes. La régulation écologique vise, par la concertation avec l'ensemble des parties prenantes comme à travers le levier fiscal et réglementaire, à réduire progressivement les activités fortement consommatrices d'énergies fossiles et génératrices de pollutions non réversibles. En contrepartie, elle peut générer une masse d'emploi évaluée, avec les imprécisions du genre, à près de 10 millions à l'échelle européenne et 50 000 en Rhône Alpes.

Ces deux thèses ne s'opposent pas, elles se complètent. Il est effectivement nécessaire, en France, en Europe comme dans le monde, de *générer de nouveaux emplois à faible productivité dans les services aux ménages et aux entreprises*. Mais il est également indispensable d'engager progressivement la reconversion des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des transports. Nous sommes d'accord avec Jean Marie sur les enjeux de tels défis : ils sont humains bien plus que techniques, et nécessitent un accompagnement en matière de formation et de gestion des compétences considérable. Le Centre d'Analyse Stratégique ne dit pas autre chose, lui qu'on ne peut classer parmi les écologistes chevelus prônant le retour à l'âge de pierre<sup>1</sup> : *"la croissance verte*

<sup>1</sup> Centre d'Analyse Stratégique, organe de conseil du gouvernement pour ses politiques économiques, Note de Veille n°164 La croissance verte : quels impacts sur les emplois et les métiers ?

(nécessite l'émergence de) compétences transversales affectant des volumes très importants de personnels, dans un grand nombre de secteurs, imposant une adaptation substantielle des dispositifs de formation". C'est ces dispositifs de formation qu'Europe Ecologie veut transformer au sein des collectivités qui les pilotent, et au premier titre les Conseils Régionaux.

### ***Les écologistes néo-malthusiens et l'urgence du retour à la croissance... ?***

Jean Marie Albertini fait un arrêt sur image, une "fixette" diraient les jeunes, sur les propositions d'Yves Cochet en matière de démographie. La pensée d'Yves Cochet sur l'économie, s'appuie sur une vision prospective assez ébouriffante : fin du pétrole dans 20 ans, explosion de l'empreinte écologique de l'homme via la croissance démographique... D'où des propositions drastiques sur la limitation des naissances et la reconversion énergétique à marche forcée. Cette vision permet de créer quelques chocs de conscience, dont Jean Marie ne semble manifestement pas être revenu. Toutes choses égales par ailleurs, si nos modèles de croissance ne se transforment pas, nous serons en 2050 10 milliards d'humains, nous ne disposerons plus d'aucune ressource fossile, nos taux d'émission de CO2 et de gaz à effet de serre auront explosé, à cause notamment de l'arrivée de la Chine, de l'Inde et du Brésil dans le camp des consommateurs frénétiques d'énergie...

On peut, comme l'imbécile, se concentrer sur le doigt, sur des propositions drastiques qui n'appartiennent malgré tout qu'à Yves Cochet et n'ont jamais été reprises dans aucun des programmes politiques d'Europe Ecologie. Ou, comme le sage, on peut tenter d'imaginer de réelles frontières physiques à la croissance, s'appropriant ainsi réellement le concept de développement durable et penser autrement cette croissance. C'est ce que Jean Marie propose lui même en nous exhortant à *passer d'une économie de cow boy à une économie de cosmonaute*, de la prédation de l'environnement à sa gestion régulée. Alors, si nous sommes d'accord, pourquoi tant de haine ?

Sans doute, comme le précise l'auteur, le marché de l'énergie se régule lui même en fonction de la loi de l'offre et de la demande, et la fin du pétrole n'est pas pour demain. Mais plus de 100 000 morts irakiens pour permettre aux pays occidentaux de reprendre la maîtrise de l'un des plus grands gisements actuels de pétrole, est-ce un simple effet du marché ? Si *les écologistes ne tiennent aucun compte du passé* comme le proclame notre auteur, que souhaitent les sociodémocrates et les libéraux aujourd'hui ? Ceux qui ont vécu aux commandes de cette fin du XXème siècle voudraient-ils que nous revivions, au XXIème, des épisodes tout aussi dramatiques, dans lesquels la prédation des ressources naturelles pour 20% de l'humanité justifie l'asservissement des 80% restants ? Alors entièrement d'accord pour combattre *les freins sociaux à la croissance dans les pays du Sud, comme l'absence de démocratie, l'absence d'éducation, l'usure, la corruption, les préjugés discriminatoires de toute sorte !* Mais ceci n'est possible qu'en changeant de logiciel économique.

Enfin, nous ne sommes fondamentalement pas d'accord avec la vision démiurge de Jean Marie concernant le progrès. *L'homme ne serait devenu lui même qu'en rompant les grands équilibre naturels et en manipulant les espèces... Mais, s'empresse de rajouter l'auteur, il ne faut pas oublier les risques du progrès technique.* Sans préciser comment se prémunir de tels risques ! Le nucléaire est dangereux car nous ne maîtrisons pas du tout aujourd'hui le traitement des déchets, nous les confignons, plus ou moins bien. Les OGM sont dangereux non pas uniquement parce qu'ils créent des risques de brevetabilité du vivant, mais parce qu'ils menacent, sans qu'on soit en mesure d'en apprécier les risques réels, la biodiversité. Et nous ne confignons rien du tout aujourd'hui. Engager une politique de réduction progressive de l'énergie nucléaire, limiter les expériences OGM aux espaces confinés tant qu'on a pas mesuré les risques de dissémination, ce n'est pas tuer la croissance, c'est tenter de la maîtriser. *Quant on jette le bébé avec l'eau du bain...*

## ***Condamnés au nucléaire... ?***

Jean Marie Albertini donne, dans son paragraphe final sur l'énergie, "moteur inévitable de la croissance", des arguments fort pertinents, mais qui peuvent tous se retourner pour apporter du sens au projet écologiste... *Le marché du pétrole est entièrement lié à la spéculation foncière*, ce qui en fait une énergie particulièrement toxique pour l'humanité, peut être encore plus que par le CO2 et les gaz à effet de serre qu'il dégage ! Voir l'Irak... *L'énergie nucléaire a été largement défendue par de puissants groupes industriels*, ainsi que par *l'union sacrée des polytechniciens et de la CGT*. Ce choix n'a jamais été cautionné par les élus, son maintien n'a jamais fait l'objet d'un réel débat politique et économique. Il a scellé pour 50 à 100 ans le sort de l'énergie en France, autour d'un oligopole anti-démocratique... *78% des besoins d'électricité sont couverts par le nucléaire. On compte 104 réacteurs aux USA pour 59 en France* (dont près de 10 en Rhône Alpes/PACA). Ce qui, à population constante, représente une concentration de réacteurs six fois plus importante en France, et la plus forte du monde.

D'où le constat implacable de notre auteur : *dans les cinquante prochaines années, il y a peu d'espoir de voir le nucléaire abandonné*... Tout en rappelant la catastrophe de Tchernobyl, et en précisant que les énergies renouvelables, tout au plus, pourrait couvrir 20% des besoins énergétiques. Ce qui fait quant même 30% des besoins couverts par le nucléaire, ou encore 20 fermetures de réacteurs... Avec une différence notable que ne met pas en avant Jean Marie : le nucléaire est une filière nécessitant de gigantesques investissements aux mains de quelques décideurs ; les énergies renouvelables sont portés par des micro-investissements, à la portée du plus grand nombre et gérés par eux.

L'analyse du nucléaire, venant d'un économiste, est ici décevante. Qu'en est-il du budget total d'investissement et de R&D qu'ont représentés ces près de 30 années de programme nucléaire ? Qu'en est-il des investissements nécessaires aujourd'hui et demain pour mettre à niveau ce parc, assurer les reconversions voire les créations de nouveaux réacteurs, développer vraiment la recherche sur le traitement des déchets ? Nulle analyse non plus sur les retombées économiques de cette filière industrielle, de ses emplois, sous-traitants, volumes d'exportation (notamment en Irak...), coûts cachés au regard des accidents connus (Three Mile Island, Tchernobyl...).

Là aussi, tout est sans doute dans la mesure. A force de dire qu'aucun retour en arrière n'est possible on en arrive à des non choix politiques. A force de présenter les écologistes comme des "Don Quichotte des tours de refroidissement", on en discrédite toutes les politiques énergétiques alternatives, comme le débat démocratique nécessaire sur le choix de ces politiques. S'il y a un réel avenir dans le "charbon propre", alors débattons en ! Si l'Allemagne réussit à réduire peu à peu sa production nucléaire et développer ses énergies alternatives, alors inspirons nous en !

\*\*\*

Ce n'est pas le suicide de l'économie que proposent les écologistes, mais son vrai partage dans un débat démocratique et des choix raisonnés. Ce débat ne doit pas être le monopole des économistes, mais bien le travail de la société toute entière. Le succès des écologistes lors des élections européennes montre que des pensées alternatives, non exclusives, sont possibles et mêmes attendues. Les libelles qui leur sont adressées sur le terrain économique présageraient-ils d'un succès durable, comme le développement qu'ils cherchent à promouvoir ?

**Cyril Kretschmar**

Candidat Europe Ecologie Rhône Alpes pour les régionales de mars 2010  
Francheville, le 23 février 2010 [cyril.kretschmar@club.fr](mailto:cyril.kretschmar@club.fr)